

2023

MADELEINE BIEGUENG
Expert Comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de Paris
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

ASSOCIATION TREMBLAYSIENNE POUR LE CINEMA

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

**SIEGE SOCIAL : 29 BIS AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A.T.C

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

SIEGE SOCIAL : 29 BIS AVE. DU GAL DE GAULLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux Adhérents de l'association Tremblaysienne pour le Cinéma,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Tremblaysienne pour le Cinéma relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Conformément à la possibilité ouverte aux micro-entreprises par l'article L. 123-16-1 du code de commerce, ces comptes ne comprennent pas d'annexe.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association A.T.C à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations je n'ai pas connaissance les appréciations qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

SIEGE SOCIAL : 29 BIS AVE. DU GAL DE GAULLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association Tremblaysienne pour le cinéma à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

SIEGE SOCIAL : 29 BIS AVE. DU GAL DE GAULLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tremblay-en-France, le 14 juin 2024

Madeleine BIEGUENG
Commissaire aux Comptes

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				1 140
Immobilisations corporelles	423 882	334 803	89 079	23 725
Immobilisations financières				3 000
Actif immobilisé	423 882	334 803	89 079	27 865
Stocks de matières premières, approvisionnements, en cours de production				
Stock de marchandises	1 085		1 085	911
Avances et acomptes versés sur commandes	989		989	22 969
Créances clients et comptes rattachés	27 408	5 755	21 653	27 047
Autres créances	140 407		140 407	25 546
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	81 534		81 534	216 731
Charges constatées d'avance	10 623		10 623	8 151
Actif circulant	262 045	5 755	256 290	301 354
TOTAL GÉNÉRAL	685 927	340 558	345 369	329 219

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	2 399	194 136
Résultat de l'exercice	43 243	(191 737)
Provisions réglementées	96 953	69 829
Capitaux propres	142 595	72 228
Provisions pour risques et charges		60 000
Autres emprunts et dettes assimilées	196	187
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	10 747	14 473
Fournisseurs et comptes rattachés	37 247	69 607
Dettes fiscales et sociales	119 924	
<i>Dont montant de la TVA</i>	<i>7 734</i>	
Comptes courants d'associés		
Autres dettes	34 661	112 724
Produits constatés d'avance		
Dettes	202 774	196 991
TOTAL GÉNÉRAL	345 369	329 219

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises		9 129	6 834
Production vendue de biens			
Production vendue de services		274 761	224 974
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation reçues		636 501	573 051
Autres produits		64 482	32 561
Produits d'exploitation		984 873	837 421
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		5 515	4 246
Variations de stock de (marchandises)		(174)	1 382
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			
Autres charges externes		204 217	213 361
Impôts, taxes et versements assimilés		10 520	10 228
Rémunération du personnel		534 222	552 899
Charges sociales		176 655	183 129
Dotations aux amortissements		21 277	18 356
Dotations aux provisions		4 663	60 000
Autres charges		4 449	3 720
Charges d'exploitation		961 344	1 047 320
RESULTAT D'EXPLOITATION		23 529	(209 900)
Produits financiers		5 829	35
Produits exceptionnels		20 399	18 170
Charges financières			
Charges exceptionnelles		6 513	42
Impôts sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE		43 243	(191 737)